

LA TYRANNIE DES TECHNOCRATES : MYTHE OU RÉALITÉ ?

D'Altoe Laurent

Echo du colloque du Cepag organisé le vendredi 13 juin 2014 à Beez.

Intervenants :

- Philippe Lamberts, Député européen Ecolo Ronald Janssen, Conseiller économique à la Confédération européenne des Syndicats
- Marc Tarabella, Député européen PS
- Bruno Poncelet, formateur au Cepag et auteur de « Europe, une biographie non-autorisée » (Coédition Aden/Cepag/Barricade).

Experts, lobbyistes et autres « spécialistes », les technocrates sont souvent présents dans les coulisses des instances de décision. A tel point que certains se demandent si ce ne sont pas eux qui tirent désormais les ficelles du pouvoir, loin de tout contrôle démocratique.

Alors fantasme politique ou réalité ?

Si l'on s'en réfère à la définition du dictionnaire Larousse, un technocrate est un « *Homme d'Etat ou haut fonctionnaire qui fait prévaloir les considérations techniques ou économiques sur les facteurs humains* ». Dans le paysage politique actuel, à gauche comme à droite, on fustige régulièrement cette emprise que les technocrates exerceraient de manière plus ou moins voilée sur l'ensemble de l'Union européenne. Mais qu'en est-il exactement ?

Pour Philippe Lamberts, la démocratie, c'est avant tout « *le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* ». Mais, rappelle-t-il, « *les fonctionnaires et les experts, au sein de l'Union européenne, ont tendance à prendre des positions au nom de leurs Etats. Par exemple, la Commission se base sur des documents qui sont réalisés par des experts et avalisés par la Commission* ».

Autre exemple cité par les intervenants, les tristement célèbres « aides d'urgences » octroyées par l'Union européenne à certains pays en difficultés financières. En Grèce, la « Troïka » avait refusé que les dirigeants nationaux ponctionnent dans le budget de la Défense pour redresser la barre. Ces derniers ont alors dû utiliser l'argent destiné aux pensions. A ce propos, le Député européen Ecolo déclarait le 03 avril 2014 sur les ondes de la RTBf¹ : « *Clairement, lorsque l'on décide de ne pas*

¹ Interview disponible sur http://www.rtb.be/video/detail_philippe-lamberts-la-bce-a-protège-les-grandes-banques?id=1908283.

restructurer la dette grecque en 2010, la position que la Banque Centrale Européenne (BCE) prend, c'est une décision de protection à l'égard des créanciers. Et devinez qui sont ces créanciers ? Les grandes banques que l'on connaît bien d'ailleurs en Belgique ; BNP-Paribas, le Crédit Agricole, Deutsche Bank, Dexia et bien d'autres. On a en fait protégé les banques des pays créditeurs et donc, quelque part, on n'a pas voulu admettre que si la Grèce est endettée de manière irresponsable, c'est qu'il s'est trouvé des gens pour prêter à la Grèce de manière irresponsable (...) On fait payer les emprunteurs irresponsables et on immunise les prêteurs irresponsables. Et ça, c'est un choix politique ».

Philippe Lamberts insiste sur le fait que, entre la Troïka, l'Euro-groupe (ministres des Finances européens) et autres « groupes de travail », la légitimité démocratique d'une décision se voit fortement diluée. Ajoutez à cela la pression des divers lobbies qui agissent de manière insidieuse (notamment sur les projets de législation liés à la régulation bancaire) et l'on comprendra que « *seulement une petite partie de la société profite de ces décisions, ce qui explique notamment la désaffection actuelle vis-à-vis de l'Union et la montée de l'extrême droite* ».

Changer de cap

Marc Tarabella ne dit pas autre chose : « *Nous sommes à un moment-clé. Alors que l'on assiste à la montée de l'extrême droite en Europe, l'Union se braque sur des questions de moindre importance telles la présidence de la Commission. Il faut changer de cap politique. Il y a des enjeux capitaux comme la lutte contre le dumping social. Il faut également être attentif à des accords tels que le Traité Transatlantique* ». Et de prévenir : « *Encore 5 ou 10 ans comme cela et il n'y a aura plus d'Europe* ». A bon entendeur...

Parlant du lobbying, il estime cependant que ce n'est pas nécessairement mauvais dans la mesure où ces groupes de pression constituent également une source d'infos non-négligeable. Ces lobbies ont de toute manière compris que les instances européennes sont un lieu de décision essentiel. Il fait cependant la différence entre les groupes de pression classiques et accrédités et ceux qui, tels les lobbies religieux, ne s'enregistrent pas mais sont très actifs. Ce qui n'empêche pas la lucidité : « *On nous dit que l'on objective des procédures, mais en fait, on transfère du pouvoir à des gens non-élus. Il faut savoir décider et, sans doute, à ce niveau, a-t-on trop délégué à des fonctionnaires* ».

A propos des négociations sur le fameux Traité Transatlantique, le Député européen socialiste marquait encore récemment² sa méfiance, notamment après l'expérience du Traité ACTA pour lequel les négociations avaient été particulièrement opaques: « *Mais pour l'instant, il est justement demandé que les « hauts responsables » de l'UE et des USA aient des réunions régulières pour suivre les négociations qui seront menées par des diplomates de chaque camp. Dire cela ou dire que les institutions démocratiques et la société civile ont juste le droit de se taire, c'est du pareil au même. Après les déboires liés à ACTA, nous serions en droit d'attendre plus et mieux* ».

Pour rappel, ACTA était un texte, qui fut négocié en secret entre une dizaine de pays (Europe, Etats-Unis, Japon,...) et instaurait un accord commercial visant à s'attaquer à la contrefaçon, tant physique que numérique, notamment le téléchargement illégal. Le Parlement européen a finalement rejeté ce texte en 2012, à la fois parce que les négociations l'entourant avaient manqué de transparence et à cause des dangers liberticides d'un tel traité.

² Interview du 14/02/2013 disponible sur http://www.rtf.be/info/economie/detail_un-traite-de-libre-echange-avec-les-usa-une-bonne-affaire-vraiment?id=7927693

Histoire cachée

Bruno Poncelet revient quant à lui sur les ambiguïtés même de la création de l'Union européenne. Dès le début, les Etats-Unis ont œuvré en sous-main pour contrôler et favoriser la création de ce qu'ils considéraient à l'époque comme un marché particulièrement intéressant pour leurs industries ; un territoire qu'il fallait à tout prix préserver de l'influence communiste. Le Plan Marshall (aide aux pays européens pour la reconstruction d'après-guerre) ne fut pas une œuvre philanthropique –loin s'en faut-, mais bien une manière commode pour l'Oncle Sam de forcer l'ouverture des frontières au commerce avec les USA. Cette influence occulte se marqua également dans des domaines aussi divers que la culture et le financement de certains mouvements pro-européens.

Parallèlement à cette manipulation, les structures de l'Union européennes furent dès le départ peu démocratiques : il faudra attendre 1979 pour voir le Parlement européen être élu et, encore aujourd'hui, cette assemblée ne jouit pas du pouvoir d'initiative législative. *« On assiste aujourd'hui à la suppression de la démocratie économique dans l'Union, avec les nombreuses délocalisations, fusions,... Chaque entreprise peut faire son marché pour les salaires ou encore la protection sociale »*. Au cours du débat, Bruno Poncelet est aussi revenu sur l'actualité récente qui a secoué (et secoue encore) l'Union européenne : *« L'Europe va dans le mauvais sens. Surtout depuis la crise financière de 2008. On s'enfonce dans les mêmes erreurs, comme dans le cadre des négociations sur le Marché Transatlantique »*.

Réflexions...

On le voit, l'Europe reste toujours « sous influence », mais cela ne signifie pas que rien ne pourra jamais évoluer, comme le montrent diverses initiatives d'envergure comme la mobilisation contre les négociations sur le Traité Transatlantique. *« L'Europe est de plus en plus technocratique, c'est vrai –insiste Bruno Poncelet-, mais ce n'est pas inéluctable. Il y a de l'espoir »*.

La fatalité n'est donc pas de mise face à ces attaques contre la démocratie dans l'Union ; une mobilisation citoyenne peut faire bouger les lignes, comme on l'espère pour l'Accord Transatlantique : *« Ce n'est pas encore gagné, mais c'est gagnable »* conclut Philippe Lamberts.

